



COMMUNIQUE DE L'USP du 1^{er} juin 2021

Nous refusons encore une fois la politique de la peur

Vendredi 28 mai, en Loire-Atlantique, un homme de 39 ans a agressé une fonctionnaire de police à coups de couteau. Il lui a pris son arme, a fui avant de séquestrer une jeune femme puis de tirer sur les gendarmes et d'être abattu par eux. Hélas, sa mort est venue ici empêcher la rencontre qui aurait peut-être permis de donner du sens à son acte.

Poignardée dans ses fonctions, la policière municipale, mère de famille de 47 ans, est toujours hospitalisée.

Malheureusement, cette mort permet à une série d'experts en tous genres de gloser, d'occuper une presse lassée des vaccins et des masques, et à des partis politiques de faire campagne. Nous attendons pour notre part les résultats de l'enquête de police.

On nous dit que cet homme avait passé 19 ans en prison, était suivi par le renseignement territorial pour radicalisation et diagnostiqué schizophrène. Nous ne savons pas à cette heure ce qui a contribué au diagnostic de schizophrénie. Acceptons pour l'instant ce diagnostic comme confirmé. Notons d'abord que passer sa vie en prison n'est jamais thérapeutique, le plus borné des politiciens macronistes, LR ou RN ne peut l'ignorer.

Parmi les réactions qui se sont multipliées, retenons celle de Frédéric Péchenard, ancien patron de la Police nationale, devenu responsable politique et actuel patron d'une des listes de droite aux Régionales d'Ile de France - donc un homme qui ne parle pas à la légère et s'exprime dans son domaine de compétences. Il a affirmé le 30 mai dans les médias, en commentant ce crime, qu'il « fallait surveiller les hôpitaux psychiatriques ». Soigner derrière des grilles toujours plus hautes et sous la surveillance des drones, est-ce cela que la droite et le gouvernement nous proposent ? C'est l'impossibilité du soin qui est ainsi réaffirmée par des démagogues comme lui.

Voici à nouveau ce discours qui affirme depuis celui du Président Sarkozy de 2008 que le présumé schizophrène est dangereux, doit être enfermé à jamais, que c'est une question de sécurité publique et pas de soins. Voici cette démagogie sécuritaire ignorant les faits.

Quant à nous, nous répétons encore et à nouveau que les personnes schizophrènes sont selon toutes les études plus souvent victimes de violences que la population générale. C'est de soins et de protection dont ils et elles ont besoin. Pas d'exclusion ni d'enfermement. C'est un grand plan de développement de la psychiatrie, de recrutement de personnels, de formation de ces personnels qui est nécessaire, comme le disent les soignants dont les psychiatres, avec les patients et les familles, depuis des années. C'est une nécessité pour soigner mieux, voire pour soigner.

Dans les prisons françaises comme dans beaucoup de pays, il y a une surreprésentation des personnes présentant une pathologie psychiatrique, c'est un scandale qui dure et qui doit cesser. Ce renouveau de la psychiatrie aura à prendre en charge ce problème. Ce gouvernement, comme les précédents, reste sourd à ces exigences. Il préfère mettre l'accent sur la surenchère sécuritaire avec le RN et les autres droites.

Pascal Boissel, vice-président
Delphine Glachant, présidente